

« Toute société a un récit du comment elle est venue au monde »

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

7 janvier 2026



Depuis 1995, Serge Romana œuvre à « inverser la honte ». Trente ans après le début de ce combat, le futur Mémorial national des noms des victimes de l'esclavage colonial, qui s'élèvera place du Trocadéro à Paris, incarne le chemin parcouru. Le projet a franchi une étape clé le 4 septembre 2025, lorsque l'œuvre architecturale et paysagère, sélectionnée à l'unanimité, a été présentée au ministère des Outre-mer. À cette occasion, les associations mémorielles avaient remis au ministre Manuel Valls le livre qui recense les noms des 215 000 esclaves affranchis par le décret de 1848 en Guadeloupe, Guyane, Martinique, à La Réunion et à Saint-Martin. C'est cette mémoire nominative qui sera gravée pour la postérité sur les pierres du Mémorial, dont l'inauguration est prévue le 23 mai

2027. Le 23 décembre dernier, au Mémorial Acte à Pointe-à-Pitre, le président du Comité de la marche du 23 mai 1998 et coprésident du comité de pilotage du Mémorial national, présentait le projet aux Guadeloupéens.

Dans cette grande interview accordée au Courrier de Guadeloupe, Serge Romana dévoile l'âme et la philosophie profonde de ce Mémorial. Il revient sur la genèse de cette lutte trentenaire. Il en explicite la portée symbolique et politique, et esquisse les perspectives du travail qui reste à accomplir : apaiser les mémoires et construire, à partir de ces noms restitués, un récit partagé.



L'île des esclaves sans nom du futur Mémorial des noms dans les jardins du Trocadéro. Illustration : Michel Desvigne paysagiste, Philippe Prost architecte, AAPP

Le Courrier de Guadeloupe : Le Mémorial national des noms des victimes de l'esclavage colonial de la place du

Trocadéro est une carte d'identité monumentale face à la Seine. Au-delà de sa puissance esthétique, comment définiriez-vous son âme ? Est-ce un tombeau symbolique, un livre d'histoire ouvert, ou quelque chose de plus organique, un arbre généalogique de pierre, pour une communauté dispersée ?

Serge Romana : C'est avant tout un lieu de reconnaissance, d'hommage aux victimes de l'esclavage colonial français, dont les noms des derniers d'entre eux, les nouveaux libres, seront gravés dans la pierre. Les autres, ceux qui n'ont pas de nom, seulement prénommés, seront également présents par l'existence sur une petite île qui est au centre du jardin du Trocadéro, île qui est appelée l'esclave sans nom.

De fait, ils seront représentés par quatre colonnes de pierre. Quatre, comme les quatre millions d'êtres humains qui vécurent l'esclavage de l'économie française. Alors, ce sera un lieu mémoriel, fondamentalement, mais aussi un lieu d'histoire, car les éléments clés de l'esclavage, des luttes et de son abolition seront gravés, eux aussi, sur cinq blocs de pierre. Donc de ce lieu rayonneront l'histoire et la mémoire de l'esclavage colonial français en Europe.

Que diriez-vous sur l'âme de ce lieu ?

Je dirais que c'est l'âme des enfants du Bumidom. C'est le résultat, de leurs combats pour leur visibilité en France hexagonale. C'est ce qu'ils vont laisser à leurs descendants.

Vous avez présenté le Mémorial en terre guadeloupéenne. Que ressentez-vous à l'idée de cette confrontation entre le

| monument et le territoire d'origine de cette mémoire ?

Pour répondre à votre question, je suis obligé de faire quelques détours pour expliquer la stratégie que nous avons mise en place. Ce travail qui date de 1994 prend naissance dans l'association Bois-fouillé, dirigée par Viviane Romana à l'époque. Association qui a précédé le Comité de la marche du 23 mai 1998. Le point de départ du travail mémoriel, son objectif, c'était de créer des outils pour inverser la honte qui pesait à l'époque sur l'histoire de l'esclavage. Vous savez l'esclavage, soit on en parlait soit on n'en parlait pas. Si on en parlait, il n'était question que des héros, des combattants. On en parlait pour dire, nous sommes l'avenir du monde.

C'est la référence à la priorité de Martin Luther King qui réclamait pour les Afro-Américains l'application des droits civiques. C'est juste et bien. Toutefois, nous avons pensé qu'un groupe humain qui, grâce à une mémoire apaisée de ses premiers temps, n'arrive pas à construire un récit partagé, s'enlise dans une erreur identitaire. Lorsque nous avons compris tout ça, nous avons décidé de créer des outils afin d'inverser la honte qui pesait sur l'esclavage.

| Quelle a été votre approche ?

Nous avons changé la grammaire mémorielle de l'esclavage. Dans un premier temps, nous nous sommes dénommés descendants d'esclaves, ce qui ne se faisait pas dans les années quatre-vingt-dix. Nous avons fait la marche du 23 mai sur l'idée qu'il était temps d'honorer nos aïeux, les victimes de l'esclavage. Avant, nous honorions, nous commémorions l'abolition, mais nous n'honorions pas la mémoire de nos parents.

La marche, c'est l'idée majeure qu'il faut bien retenir. Nous avons commencé à utiliser le terme d'aïeux en référence à ceux qui ont vécu

l'esclavage. Descendants d'esclaves, victimes de l'esclavage, aïeux qui ont vécu l'esclavage.

Ce changement de grammaire mémorielle de l'esclavage tranchait clairement avec ce qui avait cours : les luttes, le combat contre les Français esclavagistes, etc. Ou encore les commémorations de l'abolition de l'esclavage. Ce fut difficile de faire admettre à la République qu'il fallait, en plus des commémorations de l'abolition de l'esclavage, reconnaître les victimes et les honorer.

| Vous estimez y être parvenu ?

Après près de 20 ans de combat depuis le 1er mars 2017, le 23 mai est aujourd'hui dans la loi, journée nationale d'hommage des victimes de l'esclavage. Donc ça a été un premier pas. Premier outil, d'avoir une journée nationale pour honorer nos aïeux esclaves. On n'honore pas des chiens, mais des hommes, des femmes.

Si vous concevez une journée nationale pour honorer la mémoire des victimes de l'esclavage, ça veut dire que vous reconnaissez leur humanité. Le deuxième pas a été de retrouver ceux qu'on honorait, c'est-à-dire l'identité des nouveaux libres de 1948, ceux qui ont été nommés, ceux dont nous portons les noms. Alors tout naturellement, une fois qu'on les a trouvés, -c'est un énorme travail - nous avons mis en place des dispositifs pour les mettre en avant.

| Et le lien avec la Guadeloupe, les territoires d'origine ?

Nous avons couché nos aïeux dans des livres, nous avons fabriqué un Mémorial itinérant, nous avons créé un site internet, nous avons érigé des monuments à Sarcelles, sur plusieurs autres sites de France, et ceci a

rejailli sur l'autre rive de l'Atlantique puisque Les Abymes ont construit un monument aux esclaves, intitulé le morne de la mémoire, ensuite il y a eu Petit-Canal, puis Capesterre-Belle-Eau et très récemment Saint-Claude. En Martinique, il y aura bientôt Saint-Pierre. En Guyane, il y a eu Cayenne. Nous savions que de toute façon, ce ne sont pas seulement les aïeux des Antillais qui vivent en France, ce sont les aïeux de tous les descendants d'esclaves de ces territoires.

Nous savions qu'un jour ou l'autre, ce travail allait se répercuter en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane. Le site internet enchouage.org est interrogé en nombre par les Guadeloupéens qui vivent en Guadeloupe.

| Se répercuter vous dites ?

Nous étions en région parisienne, mais nous savions que cette question allait de toute façon impacter les territoires un jour ou l'autre. Ça c'était très clair. Nous avons créé un site qui s'appelle memorial-trocadero.org. En un mois, il y a eu plus de 340 000 visites. 340 000, un truc incroyable.

C'est dire l'engouement des descendants, qu'ils soient en Guadeloupe, en Martinique ou ailleurs. 25 ans après la marche de 1998, il y a encore aujourd'hui un engouement pour la stratégie qui a été mise en place. C'est exactement ce qu'on voulait dès 1995.

Petit à petit, nous avons créé des outils pour inverser la honte. En tout cas, fabriquer une mémoire différente de celle qui existait. Malgré tout ce que je suis en train de vous dire, j'aurais tout de même aimé en discuter dans les milieux culturels.

J'ai pu le faire en Martinique. Mais en Guadeloupe je n'ai pas eu le temps. J'aurais aimé en discuter avec Voukoum, avec Akiyo, au sein des groupes

carnavalesques de mas a po. J'aurais aimé pouvoir discuter avec ce public qui est beaucoup plus afrocentriste afin de savoir comment ils reçoivent l'avènement de leurs aïeux qui ont vécu en esclaves.

Donc nommer les esclaves c'était leur donner un acte de naissance...

Tout à fait. Le monument du Trocadéro n'est pas un monument aux morts. Ce n'est pas du tout une réplique du Mémorial des victimes de la shoah ou des victimes du génocide tutsi ou arménien, ce n'est pas ça du tout. Les personnes qui sont là sont vivantes. Elles passent d'un état d'esclavage à un état de non-esclavage. Et c'est une naissance à la citoyenneté.

85 % de la population était en dehors de toute existence civile. Ils n'avaient pas de noms, ils ne pouvaient pas faire famille, avec tout le mépris, la mésestime de soi que ceci impliquait. À partir de 1848, il y a eu l'abolition de l'esclavage et ils ont été nommés.

Moi, d'autres personnes aussi, nos lignées de noms commencent à partir de ce moment-là. Et ça, c'est important. Donc, le nom permet de repérer quelqu'un, permet à une famille de pouvoir se constituer dans le temps.

Et trouver ces noms permet justement aux Antillais de pouvoir remonter le temps, d'élargir l'épaisseur de leur famille et cela peut aller encore beaucoup plus loin.



Le projet architectural et paysager du Mémorial des noms dans les jardins du Trocadéro, « un acte de mémoire et d'histoire, et de justice » a été présenté en septembre 2025 au Ministère des Outre-mer. Illustration : Comité marche 23 mai 1998.

Comment le Mémorial, qui est situé à Paris, peut-il devenir un outil tangible en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane ou à La Réunion. Faut-il imaginer d'autres répliques, des bornes, interactives, renommer les rues, les stèles locales ? Faut-il continuer le travail qui est central à Paris sur les territoires eux-mêmes ?

Le travail accompli est un travail qui intéresse tous les Guadeloupéens, tous les Martiniquais qui ont un rapport avec cette histoire. Il n'est pas réalisé que pour les Antillais de Paris. Il se trouve qu'il a été réalisé par une association basée à Paris qui a pu bénéficier d'un travail sur la question de l'identité, sur la question mémorielle.

Il y avait des ressources intellectuelles qui permettaient de théoriser ce que doit être une politique mémorielle. Ce concours de circonstances a pu déboucher sur le Mémorial du Trocadéro. Qu'on soit ici ou là-bas, le Mémorial est un objet de fierté, de reconnaissance et d'affiliation.

En somme, je fais une distinction claire entre l'esclave et les autres figures de cette période. L'Africain déporté, le nègre marron et le combattant ont leur propre image. L'esclave, lui, représente l'image de l'immense majorité. Ce sont ceux qui n'ont pas fui dans les bois, ceux qui ont dû subir le système. Et c'est cette majorité qui a été nommée.

En somme vous dites que cet esclave qui devient citoyen en 1848 parce que nommé ne doit pas être célébré seulement comme on le ferait à l'occasion d'un événement mais aussi et surtout comme un avènement, une éclosion ?

Oui car l'objectif de ce travail, c'est d'inverser la honte. Pourquoi ? Parce qu'en inversant la honte, la filiation aux aïeux devient possible. C'est-à-dire, hier, cesse d'être un imbécile, et demain, un idiot, comme on dit chez nous. Vous pouvez plonger plus loin dans votre origine et votre lignée devient plus grande.

Votre nom interroge quoi ? D'où vient-il ? Vous apprenez une page fondamentale de l'histoire de la Guadeloupe. Celle de la grande nomination. Et tout un travail doit être entrepris afin que nous soyons capables, petit à petit, de générer des histoires familiales. Bien sûr, la majorité d'entre nous ne le fera pas. Mais il est important que ce travail de mémoire soit réalisé pour que l'aïeul s'installe dans nos familles. Ensuite, certaines personnes, vont pouvoir construire des histoires familiales. Et ceci pourra contribuer à bâtir une mémoire collective de cette période. Ce moment-là qui pourra devenir ce qu'on appellera nos premiers temps. Quelque chose qui peut s'apparenter à une mémoire collective. Pour y arriver, il reste toutefois encore beaucoup à faire.

Quoi par exemple ?

Nous sommes sur une base de données qui commence en 1848. Mais

imaginez qu'on ait une base de données qui commence depuis les débuts. Les archives commencent dans les années 1730. De cette époque il y a des actes de baptême. Les actes d'état civil sont établis à partir de la Révolution. Les actes de baptême, sont en quelque sorte des actes état civil ecclésiastiques. Les actes notariés eux établissent la valeur d'une habitation, cette valeur est constituée de biens immobiliers et de biens « meubles » qui peuvent être vendus en dehors de la propriété. Dans ces biens meubles, il y a les esclaves.

Ces archives sont cruciales. Elles contiennent des listes nominatives où chaque individu est associé à une valeur monétaire. En suivant le nom d'une propriété ou d'une habitation à travers plusieurs actes notariés successifs on peut reconstituer son histoire et celle des personnes qui y sont liées.

On trouve aussi des actes de mariage qui mentionne la dot. J'ai découvert le cas de l'une de mes aïeules. Sa dot, apportée au mariage, incluait une esclave nommée Joséphine. L'acte notarial précise la valeur financière de cette personne, ainsi que des indications sur sa couleur (type phénotypique) et son genre (sexe). Ces documents permettent donc de retracer, à travers des données froides et administratives, l'existence et le parcours économique des hommes et des femmes réduits en esclavage.

Et ce travail, vous l'avez déjà commencé ?

Ce sera une deuxième phase. Mais plusieurs personnes y ont déjà travaillé. Jean-Yves Prudentos a réalisé un immense travail de saisie systématique de très nombreux actes notariés entre 1820 et 1848.

Sandra Willendorf est Allemande. Elle a un ancêtre qui a appartenu à l'armée coloniale de Guadeloupe (du temps de Victor Hughes). Ce dernier a participé aux événements de 1802. Il a fini ses jours en Allemagne.

Sandra Willendorf a publié les noms des militaires de l'armée coloniale des années 1795 à 1802 en Guadeloupe et les noms de tous les affranchis de la Guadeloupe entre 1826 à 1848.

Enfin, David Quénéhervé, qui vit en Bretagne a des ascendants qui furent esclaves à La Désirade. Il a dépouillé et publié de nombreuses bases de données, dont celle de l'état civil de nombreuses villes de Guadeloupe, ainsi que les registres d'esclaves de Guadeloupe et de Martinique.

Ce sont des gens qui traitent en toute discrétion les racines des Guadeloupéens.

Tout cela pour dire que les sources existent encore et qu'on va les exploiter. Nous créerons un outil numérique qui permettra de remonter le temps, savoir dans quelle habitation vivait notre aïeul et avec qui. Qui étaient les propriétaires, l'histoire de l'habitation.

Les Français sont devenus des descendants gaulois, à partir de la Troisième République. Car jusque-là ils étaient des Francs. Et donc, c'est un choix qui a été opéré avec un récit pour fondement.

Pouvez-vous raconter une anecdote qui vous a touché où un descendant aurait rencontré son ancêtre par le simple fait de lire son nom sur la stèle.

Je pourrais en citer plusieurs car il y avait la queue pour découvrir les noms. Nous avons de très belles photos sur le sujet. Je me souviens d'une dame qui après avoir découvert le nom de son aïeul qui est aussi le sien est restée l'après-midi entière assise, son visage entre ses mains. J'ai vu ça.

Je peux raconter aussi mon histoire. J'étais en réunion. La secrétaire du Comité de marche du 23 mai, m'a appelé pour me donner la nouvelle. J'étais surpris. Les Romana étant clairs de peau, je pensais retrouver mes ancêtres plutôt du côté des Monpierre autre branche de ma famille plus foncée de peau. Je me suis appuyé sur un mur. J'ai eu l'impression d'être le javelot lancé par l'athlète qui après avoir plané venait de se planter dans le sol. Je savais désormais qui j'étais. On ne refait pas l'histoire. On aurait aimé avoir une histoire glorieuse. Que nous soyons tous descendants de grands nèg mawon ou encore directement liés à des noms d'Afrique. Mais ce n'est pas la réalité. Il y a la barrière du temps, mais aussi la barrière de l'océan Atlantique. Et pour tout dire, ce n'est pas un nom qu'on honore. C'est la personne qui a été nommée.

Quelle stratégie allez-vous déployer pour continuer le travail entrepris ? Peut-on passer par l'art, le cinéma, la musique ? Comment ça peut s'insérer dans les programmes scolaires ? Parce que l'émotion seule du Mémorial ne va pas suffire.

Vous avez tout à fait raison. D'ailleurs, le Mémorial c'est un outil. C'est un outil qu'il faudra faire vivre. Et nous sommes en train de mener, au sein du comité de pilotage du Mémorial national, une réflexion sur son animation. Faire venir des scolaires, inviter des personnes d'autres pays, organiser

des conférences. Il y a un travail de réflexion qui sera bientôt structuré. Je dois travailler avec quelqu'un déjà désigné. Mais pour répondre plus largement à votre question, nous devrions utiliser tous les outils que vous venez de citer.

Le problème, c'est que pour alimenter les écrivains ou autres cinéastes, il faut avoir des histoires familiales. Cela me semble vraiment fondamental. L'important c'est l'histoire de chacun, l'histoire de nos aïeux. Il y a une transmission de quelque chose. Il y a des combats de vie qui se sont déroulés. Ce n'est pas banal. Vous imaginez le nombre d'histoires différentes que nous pouvons relater, il y a beaucoup d'histoires. Il faudra éviter de faire des copier-coller.

Sinon nous serons toujours dans cette errance identitaire. Nous avons donc des dizaines de milliers d'histoires à construire, à partir de nos familles, de leur histoire vraie. Et effectivement, il faut aussi passer par l'école.

Comment peuvent intervenir les institutions dans cette construction identitaire ?

L'enjeu, à travers la mise en œuvre de politiques mémorielles, consiste, pour les autorités publiques, à pouvoir agir directement sur l'institution imaginaire des identités collectives. C'est fondamental. L'organisation associative est importante mais elle a des limites. La question de la politique mémorielle est un enjeu majeur dans tous les pays. Les institutions doivent y prendre toute leur place. Les Français sont devenus des descendants gaulois, à partir de la Troisième République. Car jusque-là ils étaient des Francs. Et donc, c'est un choix qui a été opéré avec un récit pour fondement. Pas de mémoire, pas de récit. Pas de récit, pas d'identité.

Johann Michel philosophe, agrégé de sciences politiques a contribué à renouveler les réflexions sur les politiques de la mémoire et notamment sur les transformations de la mémoire de l'esclavage dans la France contemporaine (Devenir descendant d'esclave. Enquête sur les régimes mémoriels. Presses universitaires de Rennes, 2015). Il a été membre du comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage de 2016 à 2019. Il disait que les sociétés les plus reculées dans le temps et dans l'espace ont toujours cherché à codifier leurs représentations communes du passé. Les Saramakas du Suriname ont élaboré un récit de ce qu'ils appellent leur premier temps. Toute société a un récit de ce qu'elle est, et du comment elle est venue au monde.

Nous sommes confrontés à ça. C'est-à-dire, au-delà du Mémorial, au-delà des livres, nous sommes confrontés à quelque chose de beaucoup plus important qui doit nourrir des réflexions stratégiques. Lesquelles doivent faire l'objet de réflexions sérieuses de la part des autorités et des intellectuels. Lorsqu'il n'y a pas d'unité au sein d'un groupe sur ces questions, il n'y a pas de Nation.

Il y a donc des projets à mettre en œuvre. Il faut de l'argent. Qui finance ? Quel est le budget ?

C'est une question fondamentale. Il a fallu d'abord créer le Mémorial. Il a coûté 4,8 millions d'euros. Et c'est l'État qui l'a pris totalement en charge. Ça n'a pas été facile. Manuel Valls s'est fortement impliqué. Il a tenu bon face à Bercy. D'autant plus que depuis quelque temps la situation financière de la France n'est pas reluisante.

Et maintenant quel est le budget de fonctionnement ?

Je n'ai pas fini. Il y a aussi le budget de l'organisation. Il reste à ajouter les options qui se chiffrent à 1,5 million. Et ça, c'est une campagne de

mécénat et de dons qui va le financer. Cet argent servira à financer des options sur le Mémorial. Je vais vous en citer deux. L'éclairage d'ambiance qui fera que la nuit, on verra au Mémorial du Trocadéro des coulées de lave. La deuxième option, c'est l'installation de bancs sonores. Lorsque quelqu'un s'assiéra sur un banc sonore, il pourra entendre des lettres, des témoignages, des poèmes, de la musique de chacun des territoires.

Nous sommes en campagne. Nous cherchons à mobiliser les chefs d'entreprise. En Martinique, ça a bien marché. En Guadeloupe, je vais recommencer après les fêtes. Chaque citoyen pourra donner aussi ce qu'il peut.

| Et donc le budget fonctionnement de l'animation ?

Ce n'est pas encore défini. L'animation du Mémorial n'est pas encore définie. Un chargé de mission est en train d'être recruté pour cela. Je dois travailler avec lui. Je dis « je » parce que c'est ma fonction de coprésident du comité de pilotage.

Il y a les scolaires qui vont animer le Mémorial, il y a aussi des QR codes. Il y a aussi un mémorial virtuel. Il y a aussi le rapport avec le musée de l'art, le musée de la marée, les conférences, etc. Il y a effectivement à définir très précisément ce qu'on veut réaliser avant de pouvoir définir la forme. Il faudra peut-être créer un groupement d'intérêt public avec du budget. Mais sur ce chapitre nous pourrons en dire davantage à la fin du premier trimestre de l'année 2026.

Les sociétés humaines, quelles qu'elles soient, et c'est ontologique, vivent en

respectant leurs aïeux

Comment voyez-vous l'évolution du Mémorial ? Quel sera votre rôle ? Serez-vous le gardien de la mémoire ? Serez-vous un semeur d'avenir ?

Tout d'abord, je dois préciser qu'il n'y a pas que le CM23mai98 qui a travaillé sur le Mémorial. Il y a trois autres associations mémorielles qui font d'ailleurs partie du comité pilotage.

Le CM23mai, est à l'initiative de la politique mémorielle de l'État, de la Guadeloupe et des différents départements. Mais il y a aussi la Amarhisfa, qui est une association martiniquaise de recherche des familles. Il y a également l'association des professeurs d'histoire et géographie, et il y a le collectif des noms de la Réunion.

Je suis un militant de la mémoire, tel que je vous l'ai défini. Comme toutes les sociétés les plus reculées dans le temps, nous avons cherché à codifier nos représentations communes. C'est selon moi une question politique. Donc, oui, j'agirai dans le champ politique de la mémoire. Je sais qu'il s'agit d'un aspect stratégique majeur pour la vie de nos sociétés, donc j'agirai.

Comment abordez-vous l'aspect psychologique de cette ascendance née de l'esclavage ?

L'aspect psychologique, ce n'est pas ma partie. Je suis généticien, je ne

suis pas psychologue. J'ai appris que chacun doit rester dans son casier pour que les choses puissent fonctionner correctement. En revanche, j'encouragerai mon épouse, Viviane Roll-Romana, qui est docteure en psychologie, spécialité ethnopsychiatrie, à s'engager dans cette voie.

Elle est spécialiste des questions identitaires et en particulier, spécialiste des familles entières. Donc, je pense que sur les questions identitaires, elle pourra apporter sa compétence. Quant à moi, j'ai demandé au conseil départemental de me confier une mission que j'accomplirai gratuitement. Il s'agira pour moi de proposer une politique publique concernant la gestion du patrimoine immatériel de l'esclavage.

J'ai des idées très claires sur le sujet. J'attends que me soit confiée la mission. Comment créer une base de données intégrant l'ensemble des archives que nous avons ? J'ai toujours défini mon rôle ancré sur ce volet. J'ai plutôt un plan de travail qu'un plan de carrière.

La France a reconnu l'esclavage, comme crime contre l'humanité. Et malgré tout, dans le débat public, les choses restent encore crispées entre culpabilité, déni, instrumentalisation. Le climat d'ailleurs en France, en ce moment, est assez particulier. Comment apporter un discours apaisé, mais aussi sans concession, un discours qui s'en tient à la stricte vérité ?

Est-ce facile ? Non. On avait confié, en 2006, à Édouard Glissant, le soin de préfigurer le Mémorial, le musée de l'esclavage en France. Édouard Glissant, dans un livre, intitulé Mémoire de l'esclavage a d'emblée identifié une difficulté majeure. C'est celle que vous pointez.

Dans une société où l'esclavage est vécu d'un côté comme un argument de combat contre le colonialisme, un angle d'attaque pour des réparations

financières, et de l'autre côté, comme un refus de ce que ce camp nomme la repentance ou le refus de la culpabilisation, c'est compliqué. Glissant disait que c'est le premier obstacle. Il n'a pas résolu le problème. Comment trouver quelque chose qui puisse satisfaire, être au-dessus de ces contradictions ? Ne pas être dans la culpabilité, ne pas être dans l'optimisation, ne pas être dans l'attaque, ne pas être dans l'oubli.

Comment concrètement désamorcer les crispations actuelles?

C'est votre question. La première attitude à adopter, c'est qu'il faut toujours se référer à la vérité. À la vérité historique. Elle est essentielle. C'est pour cela que nous avons ouvert, en 2013, avec l'université de Panthéon Paris Sorbonne, une université populaire sur les esclavages, les crimes contre l'humanité, et la diversité humaine. Vous ne pouvez pas réaliser un travail de mémoire qui ne s'appuie pas sur un travail d'histoire. Ce n'est pas possible.

C'est-à-dire que ceux qui veulent concevoir une politique mémorielle ne peuvent le faire s'ils ne tiennent pas compte de l'histoire. Mais la question que vous me posez revient à soulever celle de la réparation, de la réconciliation. Personnellement, je fais partie de ceux qui pensent que la réparation essentielle doit être celle qui nous concerne.

Pouvez-vous préciser...

C'est la structure d'affiliation. C'est l'urgence identitaire. Ce travail personne ne peut le faire pour nous. Les demandes de réparations matérielles sont pour moi immorales. Peut-on demander aujourd'hui des réparations pour nos parents qui ont souffert, il y a de ça, près de 200 ans. Je ne comprends pas cela. J'ai un problème éthique par rapport à ça. Je ne comprends pas. Le problème n'est pas financier. C'est une question de

nous avec nous-mêmes. Nous devons nous réconcilier avec nous-mêmes. Et l'effort, je sais qu'il peut être gigantesque.

Toutes les demandes de réparations sont souvent restées lettres mortes. L'Allemagne n'a jamais payé de réparations, malgré sa défaite.

Si vous basez toute votre politique là-dessus, ça veut dire que vous ne bougez pas. Et pendant ce temps, le travail essentiel pour apaiser cette mémoire, faire en sorte qu'on soit un groupe humain, capable de nous rassembler à propos, et à partir de quelque chose de commun, que nous honorons tous, eh bien vous ne le faites pas. Donc on va dans le mur. Et moi j'ai vu comment le Mémorial a fait l'unanimité autour de lui.

Que ce soit auprès des hauts fonctionnaires, des politiques, des architectes. Au Conseil de Paris, il y a concorde totale sur le Mémorial quels que soient les groupes politiques. Je n'ai pas tout de suite compris pourquoi ce Mémorial générât cette concorde. J'ai fini par comprendre que les sociétés humaines, quelles qu'elles soient, et c'est ontologique, vivent en respectant leurs aïeux.

Et lorsque d'autres personnes qui ne sont pas descendantes d'esclaves découvrent qu'il y a des individus, des personnes sur cette terre qui sont allées rechercher leurs ascendants esclaves, pour les mettre dans une situation de reconnaissance, eh bien, ils sont impressionnés que ceci ait pu être fait.